

Le populisme de plus en plus populaire ?

Populisme politique, populisme culturel, populisme médiatique :

le terme est mis à toutes les sauces tant il est chargé de sens, tant il flirte avec l'imaginaire de la vie en société. A l'inverse de populaire, il est péjoratif. Son origine remonte à la Russie Tzariste de la deuxième moitié du 19ème siècle où il a désigné un socialisme rural, romantique et communautaire. C'est le seul exemple où les revendications d'un mouvement populiste, parce qu'elles ont été peu ou mal entendues, se sont radicalisées. Ailleurs, les populistes veulent tout simplement mieux s'installer dans le système – la démocratie – en place : ils s'appuient sur des valeurs populaires pour être calife à la place du calife.

C'est comme l'explique Eric Corijn, une conception container dans laquelle on met tout et n'importe quoi. On peut l'utiliser, comme le note Vincent de Corebyter, pour dénoncer les manœuvres anti-élitistes et démagogiques de certains qui prétendent parler et penser au nom du peuple. Ou encore pour stigmatiser quelqu'un en voulant l'isoler par un terme connoté très négativement. Olivier Paye pointe trois éléments récurrents dans les idées qualifiées de populistes : premièrement, elles sont populaires, deuxièmement, elles ne sont pas conformes aux valeurs morales estimées être celles de la société dans laquelle elles se développent et troisièmement, elles manquent

de rationalité politique, elles apportent de fausses solutions aux problèmes posés. Chantal Dricot dégage du terme deux constantes : la référence à des valeurs communes et à un ferment unificateur.

Clés d'interprétation

Ce dossier vous donne des clés d'interprétation des, du populisme. Qui n'est pas révolutionnaire, loin s'en faut. Qui reste ancré dans le système démocratique, au contraire des revendications – cachées – de l'extrême droite. Qui traduit une profonde nostalgie d'une ancienne époque, où effectivement l'on pensait, l'on priait, l'on se battait et l'on parlait pour le peuple, sans d'ailleurs lui demander son avis. Qui trompe les gens, ce peuple là même qu'on prétend comprendre. Et qui est quelquefois (de plus en plus ?) alimenté par un certain discours d'experts qui, laissant entendre que seul un langage complexe est à la mesure de la complexité de la réalité comme le souligne Chantal Dricot, confisque la parole au "citoyen lambda" pour la laisser aux bons soins des spécialistes. L'alternative pourrait être, note Vincent de Corebyter, de faire le pari du partage de l'intelligence...

*Dossier coordonné par Jean-Luc Manise
et réalisé par Chantal Dricot et Florence Darville*

Le populisme : une notion insaisissable ? [2]

Vincent de Coorebyter - Populisme : un mot à double sens [4]

Eric Corijn - Le populisme refuse la divergence d'opinions [6]

Olivier Paye - Populisme : tromper en parlant simple [7]

ARTICuLATIONS

Centre Socialiste d'Éducation Permanente

RPM Nivelles 0418.309.134

Rue de Charleroi, 47 - 1400 Nivelles

Tél. 067 890 866 - 067 21 94 68 - Fax 067 21 00 97 - Courriel : infos@cesep.be

Articulations

Articulations est un dossier composé d'interviews, d'analyses, d'outils pédagogiques contribuant aux débats traversant l'actualité politique, sociale, culturelle et économique.

Des points de vue contradictoires d'acteurs ou d'observateurs impliqués de près qui permettent à chacun de se forger ses propres convictions et de se mêler de ces questions qui nous concernent tous.

Le populisme : une notion insaisissable ?

Devinette : quel est le point commun entre Hugo Chavez au Venezuela, Lula au Brésil, Sarkozy, Ségolène Royal et Jean-Marie Le Pen en France, ou encore Berlusconi en Italie et Umberto Bossi, leader de la Ligue Lombarde. Cherchez bien. Un autre indice ? Pim Fortuyn en Hollande, Jörg Haider en Autriche et le Philip Dewinter en Belgique font partie du même club. Réponse : tous, à un moment ou à un autre, ont été taxés ou reconnus, c'est selon, de populistes. Mais que recouvre exactement ce terme ? Et rassembler sous un même vocable des personnalités aussi idéologiquement éloignées qu'un Lula da Silva ou qu'un Jörg Haider sert-il la clarté ou l'opacité du propos ?

L'ambiguïté à la racine

La notion de populisme ne trouve pas facilement de définition. L'étymologie n'est pas étrangère à la difficulté parce que le mot en renvoyant à la notion de "peuple" appelle déjà l'ambiguïté. Du "démós" grec constitutif d'une unité souveraine suffisamment mature pour exprimer le bien commun et la volonté générale ; au "populus" latin qui renvoie à la plèbe, cette "masse informe et potentiellement débordante", il y a, cette relation de confiance mythifiante et de méfiance, de droits consentis et de droits arrachés qui font l'histoire des systèmes politiques.

C'est la modification de cet équilibre précaire que traduit le populisme. Puisqu'il apparaît quand l'extrême verticalité du pouvoir souligne le décalage grossissant entre la réalité vécue par la population et celle du pouvoir. Ou plus exactement, que ce décalage omniprésent n'est plus supportable dès lors que les sociétés dans lesquelles il s'exprime connaissent des changements structurels qui fragilisent les conditions de vie du plus grand nombre et installent une crise de confiance. Cette crise de confiance semble porter tant sur la capacité ou la volonté du personnel dirigeant à relayer les attentes réelles de la population qui l'a désigné, que sur l'adéquation des institutions à assumer la modification des structures sociétales et économiques.

Rupture populiste

Si l'on considère tout système démocratique comme une savante alchimie destinée à permettre la coexistence de valeurs et d'intérêts contradictoires ; la "rupture" populiste survient quand le "démós" ne règne plus que symboliquement et s'éclipse devant le gouvernement, l'autorité, le pouvoir institutionnel. La population ressent sa participation comme instrumentalisée. Le discours et les décisions des classes dirigeantes une fois au pouvoir, ne relayent plus les attentes et les besoins réels des personnes qui les ont mandatés. S'installe alors au sein de la population le sentiment de ne plus disposer de moyens suffisants pour se faire entendre ; sentiment alourdi par le fait que la classe politique elle-même se dit parfois impuissante à agir sur le cours des événements.

Le populisme s'apparenterait alors à un mélange d'idéal romantique et de pragmatisme mobilisateur tendant à recréer le ferment unificateur mythique et à retrouver la parole collective.

Mais il s'agit moins ici de définir cette notion que de tenter d'approcher des caractéristiques communes aux contextes dans lesquels elle s'est appliquée. Les circonstances historiques différentes, la lente évolution du système démocratique et du rapport entre les institutions qui le composent et les entités qui y participent, permettent tout au plus de dresser à travers les époques un profil flou d'une notion équivoque. Une ambiguïté sans cesse accrue par la diversité de ses différentes manifestations.

Les populismes fondateurs

Le terme populisme fut inventé dans la Russie tsariste de la 2^e moitié du XIX^e siècle pour désigner un socialisme rural, romantique et communautaire diffusé par des intellectuels réformistes. Dans un contexte d'essor industriel et par opposition à la modernité occidentale, la figure ici mythifiée est celle du paysan (moujik) qui en dépit de son ignorance et de sa misère incarne l'authenticité de l'homme et de l'âme russe.

La notion se retrouve ensuite aux Etats-Unis dans la fin du XIX^e siècle. A la fin de la guerre de sécession, le fondement mythique de la nation, l'idéal Jeffersonien du "tout est possible" se fissurent. Le contexte sociologique et économique se modifie rapidement et profondément. La victoire des monopoles financiers, associée à une urbanisation et une industrialisation rapide ainsi qu'à une arrivée massive d'immigrants fragilisent les conditions de vie des paysans et petits propriétaires qui incarnent le rêve américain. Le mouvement populiste se mobilise alors dans une lutte morale contre les monopoles financiers et les puissantes compagnies industrielles. Précisément, c'est sur la défense du mythe fondateur et de valeurs communes (celles de l'égalité des chances et du principe démocratique) que le mouvement s'appuie. Ce ne sont donc ni le système démocratique ni le système capitaliste qui sont remis en cause mais les déviations qu'ils connaissent à savoir la confiscation du pouvoir politique parfois sa corruption et la concentration du pouvoir économique. Institué en parti (People's Party) le mouvement fera long feu mais ses revendications seront partiellement relayées par le parti démocrate jusque dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Le populisme argentin

En 1943, le colonel Peron, participe à un coup d'Etat conduit par le "Groupe des officiers unis" d'inspiration profasciste. Les militaires au pouvoir, au nom d'une lutte contre la crise économique, mènent une politique répressive. Secrétaire d'Etat au Travail, Juan Peron, se détache au moins en apparence de cette ligne car même si le style et le verbe contrastaient avec la rhétorique militaire, la contestation ne portait pas sur l'essentiel. Il prônait l'organisation, l'harmonie sociale par la collaboration de classes. Points décisifs pour lutter contre ce qu'il considérait être les ennemis de la société : les politiciens, les idéologues véhiculant les idéologies étrangères, les faux syndicalistes. Il rétablit à ce titre une politique de dialogue avec les syndicats, conduit des

2

Articulations

arbitrages en faveur des travailleurs et devient rapidement une figure populaire.

D'abord tentée d'arrêter l'ascension de cette personnalité atypique, la junte militaire se regroupera autour de la candidature de Peron aux élections présidentielles de 1946. A l'issue d'une campagne articulée autour de deux thèmes centraux : le nationalisme et la justice sociales, Peron l'emportera avec 55 % des voix. De cette victoire émerge le parti justicialiste qui a pour fond idéologique la recherche d'un consensus imaginaire autour d'un chef incontesté. Il a pour mission de refonder les rapports entre peuple et nation et de réaffirmer l'unité symbolique de l'Etat national. Plus concrètement, il canalise les aspirations et revendications populaires et sert de repoussoir aux forces progressistes organisées ainsi qu'aux ingérences américaines.

Le populisme français

Avec le Bonapartisme, le populisme à la française prend des accents plébiscitaires.

En 1848 la crise économique frappe durement les classes ouvrière et paysanne. L'insurrection qui éclate en février grâce à l'alliance objective et temporaire entre les classes populaires et la bourgeoisie renverse la monarchie. La II^e République est fondée. Mais très rapidement, alors que la bourgeoisie réclame une République parlementaire, la mobilisation populaire réclame une République sociale. Charles Louis Napoléon, exilé depuis 6 ans revient en France juste à temps pour incarner l'homme providentiel, sauveur de la République. Profitant de ce que l'assemblée issue de la révolution tourne le dos aux revendications populaires et réprime les contestations, il sera élu président de la République, au suffrage universel direct avec une forte majorité. Malgré le renforcement de ses pouvoirs, le coup d'Etat du 2 décembre 1851 et l'instauration du second empire un an plus tard, il recevra un soutien massif de la population lors des deux plébiscites de 1851 et 1852.

Le boulangisme ou l'amertume de la défaite

Quelques dizaines d'années plus tard, entre 1886 et 1889, le boulangisme va de manière velléitaire cristalliser l'expression des mécontentements. L'instabilité ministérielle et la mise au jour d'une affaire de trafic d'influences ; l'amertume laissée par la défaite de 1871 face à la Prusse et la perte de l'Alsace Lorraine et le désir de revanche exacerbent un élan nationaliste ; une crise économique qui frappe une nouvelle fois les classes populaires ; les attaques répétées des monarchistes et des bonapartistes contre le parlementarisme ; autant de circonstances qui fragilisent les bases de la III^e République. Nommé ministre de la Guerre après les élections de 1885, le général Boulanger prend une série de mesures qui incitent l'opinion publique à voir en lui le défenseur de l'honneur national et l'espoir d'une reconstruction pour la France. Devenu encombrant pour le gouvernement, il est limogé en 1887, ce qui déclenche un vaste mouvement de protestation populaire. En 1889, après une large victoire électorale, alors que ses partisans réclament un coup d'Etat, il choisit la fuite.

Le poujadisme : Union et fraternité française

Né d'une révolte anti fiscale, le mouvement de l'Union de défense des commerçants et artisans créé par Pierre Poujade s'étend en 2 ans à toute la France. Aux élections de 1956, l'UDCA devenu le parti d'union et de fraternité française obtient 52 députés avec 11,6 % des voix. C'est sur cette liste que Jean-Marie Le Pen à 27 ans sera le plus jeune député de l'Assemblée nationale. Il sera exclu du parti un an après. Sur fond d'instabilité politique, de crise économique et de guerres coloniales, le poujadisme s'inscrit d'abord comme un mouvement de défen-

se d'intérêts particuliers. Pourtant, rapidement le mouvement tente de se poser comme une croisade au nom de la patrie en danger. Cette croisade l'amène à stigmatiser tout à la fois la bureaucratie technicienne, la trahison des élites, les intellectuels coupés des réalités, les parlementaires corrompus ou démissionnaires. La thématique alors véhiculée est celle de l'union française. Tout en reprenant le slogan "ni droite ni gauche" issu du mouvement d'inspiration fasciste de Jacques Doriot, l'UDCA prendra la défense de l'Algérie française et l'affirmation de l'identité nationale se teintera aussi d'antisémitisme. Ce mouvement disparaît presque complètement avec la mise en place de la cinquième République en 1958.

Valeurs communes et ferment unificateur

A l'issue de cette énumération, quelles conclusions peut-on tirer ?

Tout d'abord il faut noter que le populisme dans ses différentes manifestations a une constante : la référence à des valeurs communes et à un ferment unificateur. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cela. Dans la mesure où le populisme prétend traduire l'expression d'une volonté populaire, faire référence à des valeurs communes revient à souligner que ces revendications n'ont pas en elles-mêmes de portée révolutionnaire. Cela revient aussi à inscrire l'insatisfaction dans un mouvement plus épidermique et velléitaire que propre à induire des changements profonds.

D'autre part, dans la mesure où le populisme s'exprime le plus souvent lors de moments de transition entre l'ancien et le moderne et où il exprime la crainte face à des changements structurels, la référence à l'union nationale traduit la nostalgie d'une sorte d'Etat originel, idéalisé, vierge de conflits et de contradictions où une volonté transcendée assurerait le bien de chacun et la protection de tous.

Tentation nationaliste

Par ailleurs, la référence au ferment unitaire voisine le plus souvent avec une tentation nationaliste qui donne un nom et un visage au danger : c'est l'extérieur et l'étranger qui lui est associé. Sans doute, cette tentation nationaliste amène-t-elle la confusion des genres qui tend à classer des mouvements fascistes dans la catégorie des populismes. Une confusion qui n'est pas anodine puisqu'elle incite à minimiser les aspirations antidémocratiques des partis d'extrême droite ou à tout le moins à les faire apparaître comme des manifestations velléitaires et sans lendemain auxquelles il vaut mieux ne pas accorder trop d'importance sous peine de grandir encore leur crédit.

Une parole confisquée

A l'inverse, stigmatiser comme relevant du populisme les propos d'hommes ou de femmes inscrits dans un processus démocratique devient depuis quelques années une manière de dévaloriser l'adversaire. Cette dérive comporte un risque. Elle induit une confusion entre simplisme et vulgarisation. Elle laisse entendre que seul un langage complexe est à la mesure de la complexité de la réalité. En d'autres termes, cela revient à confisquer au citoyen lambda la préhension du débat public pour le placer dans le giron des experts. Cela revient donc à créer les conditions d'émergence d'un populisme bien réel celui-là.

Bibliographie :

- De Coorbyter V., *Les partis et la démocratie*, Dossier du Crisp n° 64, 2005
- Dorna A., *Le populisme*, Paris, P.U.F., 1999
- Halimi, Serge, *Le populisme, voilà l'ennemi !*, Le Monde Diplomatique, Août 1996
- Mény Y. et Surel Y., *Par le peuple, pour le peuple*, Paris, Fayard, 2000
- Robert A-C., *Peu(ple) leur chaut !* Le Monde Diplomatique, Novembre 2003

Chantal Dricot

Vincent de Coorebyter

Populisme : un mot à double sens

Le terme populisme a bonne presse, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais au fait, que veut-on vraiment dire en l'utilisant ? Pour Vincent de Coorebyter, Directeur général du CRISP, taxer quelqu'un de populiste peut avoir deux desseins : soit dénoncer une pathologie de la démocratie en pointant du doigt le populisme organisé ; soit, en se faisant le héraut de la pensée unique, stigmatiser quelqu'un en voulant l'isoler par un terme connoté très négativement. Avec le risque que ce second usage alimente et conforte l'anti-élitisme primaire et tous les courants qui revendiquent de parler et de penser au nom du peuple.

Vincent de Coorebyter : *"En réfléchissant à l'usage du terme, on est d'abord étonné. A la racine du mot populisme, il y a populus, peuple en latin. Et, en démocratie, le peuple, c'est le souverain. C'est celui pour qui on gouverne, la clé de voûte de tout le système. C'est positivement connoté. Or, c'est l'inverse avec le terme populisme, très chargé négativement. L'hypothèse, c'est qu'il y a deux usages. Le premier sert à dénoncer une dérive de la démocratie, une maladie qui détournerait la nature de la relation à entretenir avec le peuple. Et donc, cela explique pourquoi il est chargé négativement. Mais il y a aussi un usage, non plus neutre, non plus "scientifique", mais purement polémique. On s'en sert à des fins disqualifiantes. Dans cette pratique là, ce sont généralement les partis et les responsables politiques qui sont qualifiés de populistes. On veut sous-entendre qu'ils font trop de promesses fallacieuses ou des analyses fausses qui flattent les préjugés populaires. Dans un article du monde daté du 10 décembre dernier et intitulé "Le retour mondial des populistes", on qualifie de populiste la volonté de taxer les entreprises qui délocalisent ou le souhait, concernant la Banque centrale européenne, d'un retour au contrôle politique sur la monnaie. Donc on qualifie de populiste un discours économique et politique qu'on juge mal fondé, chimérique, reposant sur une rupture impossible, proposant une alternative illusoire. C'est quand même très problématique car cela revient à mettre sous l'étiquette négativement connotée de populisme toute forme de changement en profondeur de la société. C'est considérer que les forces du réel, les contraintes de fait rendent une alternative radicale tout à fait illusoire. Utiliser le terme populiste dans ce sens-là peut aboutir à stigmatiser un champ considérable de politiques et de questions, de propositions risquées, d'alternatives qui font partie intégrante de la démocratie, système dans lequel on peut s'interroger librement sur les choix à faire. Dénoncer le populisme en ce sens, c'est sous-entendre qu'il n'y a presque pas de choix politiques sur des questions majeures et donc courir le risque de miner la démocratie, de miner le droit de vote."*

Paroles d'expert

Vincent de Coorebyter : *"Si l'on se souvient de la campagne pour les critères européens de convergence et pour la monnaie unique, on retrouve ce discours-là : "Nous, les experts, nous savons ce qu'il faut faire et nous savons qu'il n'y a qu'une seule politique raisonnable possible. Et l'article du Monde de donner cette curieuse et dangereuse*

définition : "La différence entre populiste et populaire, c'est promettre la lune ou donner une réponse efficace et applicable." Donc, si on n'est pas dans l'efficace et l'applicable, on est dans le populisme ! C'est vraiment une alternative redoutable. Si un certain discours d'experts taxe de populisme toute prétention de changement, je crains que cela donne raison à un véritable populisme organisé, bien présent celui-là.

Populisme organisé

Qu'est-ce que le populisme organisé ? Vincent de Coorebyter : *"Il se caractérise par quatre grands traits : l'anti-élitisme, la valorisation du peuple, la démagogie et, in fine, la volonté de rester dans le système – la démocratie – pour tout simplement "devenir calife à la place du calife".*

Vox Populi

Vincent de Coorebyter : *"Le populisme dénonce l'expertise, dénonce ceux qui prétendent parler pour le bien de la population en s'appuyant sur la supériorité de leur savoir. Les élus sont jugés comme étant loin de la population, coupés de leurs racines, enfermés dans une classe, pratiquement l'entrisme. Le populisme dénonce la partitocratie, la nouvelle aristocratie. Il prétend parler au nom du peuple réel, développer une politique qui ne se base pas sur les différences entre le peuple et les élites politiques, mais sur une ressemblance. Il exprime la "vox populi". En plus de l'anti-élitisme et de la valorisation du peuple, les populistes usent et abusent de la démagogie en prétendant s'identifier au peuple et faire écho à ce qu'il est supposé penser. Il va valider, relayer ses craintes, ses réflexes les plus primaires et épingler des boucs émissaires : juifs, sans papiers, immigrés, francs-maçons... Il va multiplier les déclarations simplistes et caricaturales, sans s'interroger sur leur faisabilité et leurs conséquences : nationaliser les compagnies pétrolières, interdire la délocalisation, fermer toutes les frontières aux immigrés, doubler les forces de police."*

Rester dans le système

"La quatrième caractéristique, peut-être la plus intéressante, c'est que le populisme, qui fait la leçon aux autres partis démocratiques, prétend s'inscrire dans cette même démocratie afin de mieux représenter le peuple. C'est une distinction très importante avec l'extrême droite qui vise elle, secrètement, à balayer la démocratie et n'est pas anti-élitiste. Elle veut au contraire mettre un terme à la souveraineté populaire et installer une nouvelle élite basée sur une race, une culture ou une langue. Elle a une vision très hiérarchique de la société, d'où des filiations avec le nazisme et les régimes dictatoriaux. Le populiste dénigre, lui, les élites en place afin d'en proposer une autre, de placer au pouvoir un nouveau leader, une nouvelle incarnation du peuple. Il ne s'agit pas de sortir du système, de passer à la démocratie directe ou participative.

C'est très équivoque : on se trouve devant un discours qui a toutes les apparences d'une critique radicale du système mais qui est alimenté tout simplement par la volonté d'accéder au pouvoir."

Articulations

Populistes à la ville, extrémistes en chambre

Les partis d'extrême droite ne sont donc pas populistes ? Vincent de Coorebyter : "Si, et là est le paradoxe. On se trouve devant une formidable équivoque, à savoir qu'ils tiennent à l'extérieur un discours officiel qu'on peut qualifier de populiste : on y trouve l'antiparlementarisme primaire, la dénonciation des partis politiques (tous pourris), des intellectuels et de la presse (ils sont corrompus et mènent de mauvais combats comme la lutte contre la peine de mort ou le droit de vote des étrangers), la prétention de parler au nom et avec la voix du peuple ("eigen volk eerst"), les promesses faciles et simplistes (supprimer les impôts et garder les mêmes services à la population, mettre les étrangers dehors et régler le problème du chômage...). Ils tiennent aussi en public un discours public formellement démocratique. La démonstration de leur appartenance à l'extrême droite doit se faire de manière oblique : ses principaux dirigeants ont des activités secrètes, des références cryptées, des liens dissimulés avec des courants nazis ou fascistes. Mais ce sont des pratiques secrètes ! Leur vrai projet politique est le renversement de la démocratie et la mise en place d'un régime autoritaire d'inspiration raciale."

Hyper démagogie et nostalgie de l'Ancien Régime

Lorsqu'on utilise le terme de populisme pour dénoncer une dérive inhérente à la démocratie, à quoi fait-on allusion ? Vincent de Coorebyter : "La démagogie, ou plutôt l'hyper-démagogie, est une conséquence intrinsèque du système de désignation des dirigeants politiques par un vote. L'élection, qu'on le veuille ou non, est une compétition, un équivalent du système commercial. Une gamme de produits sont offerts et il faut faire de la publicité pour que l'électeur, l'acheteur, choisisse celui-ci plutôt qu'un autre. Et tous les moyens sont bons sauf la fraude. On ne peut pas frauder mais on peut mentir autant que l'on veut, tout comme la publicité ment énormément. On peut faire toutes les promesses, y compris les plus fantaisistes, flatter toutes les passions et les illusions. Le débat démocratique donne un droit d'expression totale, considéré comme un fondement de la démocratie. Si l'on décidait d'autoriser certains types de discours et d'en interdire d'autres, on entrerait dans un tout autre régime, une démocratie de droit divin ou une théocratie laïque, et se poserait la question de qui décide des discours autorisés. C'est aller dans le sens d'une captation du pouvoir par un petit groupe. Dans les élections, tout le monde peut se présenter et être élu, tout le monde peut être électeur et le débat est ouvert. Donc la volonté peut être grande de "ramasser" le plus de voix possibles en flattant la crédibilité populaire. L'autre pathologie inhérente au système est enracinée dans la pré-démocratie : c'est prétendre parler au nom du peuple et présenter une image tout à fait simplifiée du peuple. Un peuple homogène, uni, qui n'est divisé que de manière artificielle par des partis, des syndicats, alors qu'en réalité il y aurait une unité populaire, une nation, une identité collective que l'on pourrait retrouver en deçà des clivages partisans. Puisqu'on s'adresse à tous à une élection, on est tenté de dire à tout un chacun : "réfléchissez, vous pensez comme moi, comme la majorité silencieuse. Tous nous formons un seul corps organique homogène". On interpelle l'électeur au nom du fait qu'on pourrait trouver, ou plutôt retrouver à nouveau, un destin commun. On propose un horizon. On veut balayer ceux qui fracturent artificiellement l'unité nationale, mettre au pas ceux qui ont des intérêts particuliers, religieux, syndicaux, maçonniques... Une fois que le pays sera soulagé

de ces poches de différences, de ces groupes qui ne pensent qu'à eux, on retrouvera l'unité perdue. Cela traduit une formidable nostalgie de l'Ancien Régime, de l'âge pré-démocratique. A cette époque, la composition de la société était censée être simple : on trouve une grande masse populaire – les sujets du roi, qui deviendront la Nation dans le discours républicain –, et puis ceux qui la protègent, qui se battent pour eux, l'aristocratie, et ceux qui prient pour eux, le clergé."

Anti-élitisme

Vincent de Coorebyter : "Il y a aujourd'hui dans l'air du temps un discours très critique à l'égard des experts, des technocrates, tous ceux qu'on accuse de dissimuler des choix politiques derrière la neutralité supposée de leurs solutions techniques. Il y a de plus en plus de méfiance par rapport à la Commission européenne, à l'égard des partis politiques, des intellectuels, de la science. Face à cette situation, je pense que plus les experts répondent à ces critiques en taxant leurs adversaires de populisme, en les disqualifiant par le simple usage du terme, en disant qu'il y a une vérité plus établie que d'autres, plus on alimente la méfiance par rapport aux experts. C'est à mon sens ce qui s'est passé en France lors de la campagne du référendum pour la constitution européenne. Je pense que le non ne l'aurait pas emporté si le oui avait été moins affirmé. Il y a eu une telle convergence entre les médias, les partis, les experts – avec de très bons arguments, la question n'est pas là – que les Français se sont trouvés devant un matraquage qui disait en substance : "Nous savons mieux que vous ce qui est bon pour vous et la France, nous connaissons, nous, les risques du non, le oui est la seule option raisonnable pour vous." Ce discours a donné le sentiment au peuple français que le référendum était une gigantesque mascarade. Je suis persuadé qu'en grande partie, le non est venu en raison d'une volonté de réaffirmation d'une souveraineté populaire. Je crois qu'on doit être attentif aux deux extrêmes. Il faut éviter de caricaturer le discours des experts, mais aussi éviter de caricaturer tout discours critique en taxant de populiste toute personne qui aspire à un autre monde. Si tout ce qui dessine une autre politique, une autre voie politique, peut être taxé de populisme, c'est la démocratie que l'on vide de son sens !"

Partager l'intelligence

Comment réagissent les partis démocratiques face au populisme ? Vincent de Coorebyter : "Le plus souvent, la stratégie des partis, c'est d'argumenter, d'endosser en quelque sorte le rôle de l'expert en argumentant sur la grande complexité de la situation, sur les contraintes de l'environnement économique ou juridique, sur les dimensions régionales, communautaires, nationales, européennes ou mondiales. Traditionnellement, le monde politique est tenté de jouer la carte de la rationalité, avec le risque d'alimenter par ce type de réponse l'irritation populiste et l'agacement face aux experts. Il y a une alternative, forte. Elle consiste à faire le pari de rendre tout le monde expert. Il faut essayer de sortir de la dichotomie : experts arrogants ou populistes simplistes. Plutôt que de passer son temps à dénoncer les populistes de tout poil, à leur répondre en prenant la position d'expert, on pourrait mettre son énergie à rendre la population plus experte, plus participative, plus informée, mieux instruite, mieux à même de faire elle-même la part des choses. C'est faire le pari du partage de l'intelligence."

Propos recueillis par Jean-Luc Manise

Eric Corijn

Le populisme refuse la divergence d'opinions

Pour Eric Corijn, sociologue et philosophe à la VUB et directeur du centre de recherches urbaines Cosmopolis, le populisme culturel fonctionne sur des critères commerciaux qui entraînent une perte de qualité par une réduction des coûts de production. C'est l'émergence de la pensée unique : pour le populaire, tout ce qui est populaire ne peut être jugé. On retrouve ce refus de la divergence dans les autres terrains du populisme. Pour le Vlaams Belang, les flamands qui pensent autrement qu'eux sont considérés comme des traîtres...

Quelle est votre définition du populisme ?

Pour moi, le populisme réfère à une certaine conception et pratique du lien entre la population et ses représentants. C'est une pratique de la représentation immédiate. Pour cette conception le "peuple" existe déjà comme un tout homogène ayant une expression clairement identifiable. Les populistes prétendent pouvoir capter et exprimer cette "opinion publique" directement¹.

Or, le peuple n'existe pas sans une opération d'insertion dans un imaginaire commun via la citoyenneté, la culture,... Le peuple est une construction sociale. De plus, l'opinion du peuple est composée d'une multitude d'avis qui se reconnaissent ou pas dans les propositions des différents partis politiques. La démocratie est "la divergence organisée". La qualité de ce débat est constituante de la qualité de la démocratie qui en résulte.

La recrudescence du populisme est le produit de la dépolitisation de la société. Celle-ci a une base sociologique (la segmentation des styles de vie), économique (la domination du marché) et culturelle (médiatisation et culture de consommation). La politique a suivi le mouvement et est devenu commerce dans les médias, peu enraciné dans le mouvement social. Les politiciens sont devenus des machines électorales plutôt que des machines de projets de société. Et dans ce contexte le populisme fait rage.

6

Qu'appelle-t-on le populisme culturel ?

C'est le même phénomène en culture. C'est la réponse à un "goût" populaire indiscutable. Il y a dans cette approche la question du statut de l'identité culturelle et ensuite celle de l'économie culturelle. Il y en a qui définissent le peuple par leur identité culturelle. Pour moi, cette identité n'est pas donnée, elle est le produit imaginaire d'une identification. L'identité culturelle d'un peuple n'est pas son essence mais est construite au départ d'une offre culturelle. La production et la légitimation de cette offre peuvent être populistes. Cela est renforcé par la marchandisation de la culture. La qualité est jugée en fonction de son succès commercial. Le jugement critique, le débat rationnel autour de la construction et de la déconstruction des éléments culturels est remplacé par le marché : on offre tout et n'importe quoi, on voit ce qui marche et c'est le consommateur qui décide. C'est la dictature de l'audimat.

Que risque la culture face au populisme ?

Elle risque la perte de qualité et de diversité. Pour le populisme, tout ce qui est populaire doit exister. Le populisme résiste aussi à la divergence d'opinion, parce qu'il fait croire à l'émergence spontanée. On risque donc une politique culturelle réduite au succès populaire à la culture de divertissement. Les formes alternatives auront du mal à survivre. Le populisme fonctionne sur des critères commerciaux ce qui entraîne aussi une perte de qualité par une réduction des coûts de production. Ce type d'économie ne favorise pas l'innovation ni le changement.

Quel est le discours du Vlaams Belang ?

Le Vlaams Belang est clairement un parti populiste. Son credo est : "nous disons ce que vous pensez !". Il faut comprendre : "nous disons ce que vous pensez de manière refoulée, ce que l'establishment vous empêche de dire". Toutes leurs campagnes se basent, tout comme le fascisme, sur l'expression de grands principes mythifiés : la famille, le travail, le peuple,... Le Vlaams Belang reste pour autant un des partis des plus traditionnels. Il a un programme très élaboré, des mesures, une vision de la société, c'est un courant idéologique bien soudé. Il est organisé et implanté. Mais en tant que parti populiste, ce programme partisan reste caché car il pourrait diviser le peuple et il est communiqué par grands principes. Par exemple, personne n'est opposé au bonheur familial, seulement quand le discours sous-jacent révèle que dans cette famille la femme doit rester au foyer où la religion est fortement présente,... là il y a des désaccords, car d'autres types de familles produisent du bonheur. Le Vlaams Belang n'accepte pas la divergence politique interne au peuple, comme il prétend représenter le peuple flamand. Il considère les flamands qui pensent autrement comme des traîtres, il divise entre le "nous = le VB et le peuple" et "eux = les autres partis et l'establishment". L'électorat du Vlaams Belang n'est pas pour autant homogène. Il est composé d'une part d'un noyau dur qui s'inscrit dans la continuité fasciste des années 30. Ensuite, il y a une couche populaire de travailleurs, anciens militants socialistes ou communistes déçus par la déstructuration néolibérale, le chômage et la perte de sécurité sociale. Ceux-ci réagissent soit par un vote de protestation soit par la recherche d'une autorité sécurisante. Le discours sécuritaire fait écho dans toute une couche de gens fragilisés. Actuellement, le gros de l'électorat est la classe moyenne, les suburbains propriétaires qui craignent la fragilisation et la perte de leur patrimoine. Ils ne sont pas confrontés à la multiculturalité et leurs craintes se cristallisent sur ceux par qui ils craignent d'être dépossédés. Ils expriment aussi un courant anti-urbain historique : lors de l'industrialisation tardive de la Flandre dans les années soixante, l'Etat CVP a maintenu les nouveaux ouvriers dans les villages. Les centres industriels ont été placés en pleine campagne afin d'éviter la construction de quartiers populaires traditionnels, viviers du socialisme, de la critique, de la solidarité,... Cette politique a insufflé la peur de la complexité des grandes villes. Aujourd'hui, le monde s'urbanise et dans ce monde qui évolue, le Vlaams Belang peut être analysé comme l'expression de la critique suburbaine contre l'urbain.

En quoi la situation en Flandre diffère-t-elle de celle en Wallonie ?

Elle diffère par la situation socio-économique et par l'histoire. Ce qui pour moi territorialise la Belgique, c'est l'industrialisation différenciée. Le sud du pays a été industrialisé au XIX^e et au début du XX^e siècle. Le nord est resté rural jusqu'après la seconde guerre mondiale, à l'ex-

1. Voir : Blommaert, J.; E. Corijn, D.Lesage & M. Holthof (éd.), 2004 : *Populisme*, EPO, Berchem

Articulations

Olivier Paye Populisme : tromper en parlant simple

ception d'Anvers et Gand. Cette culture rurale était sous une forte domination de l'église et des structures prémodernes. Alors qu'en Wallonie, l'industrialisation et ses modifications sociétales avaient eu lieu, en Flandre ce processus n'a pas 50 ans. Actuellement, la situation s'est inversée. La crise du tissu économique wallon perdure, causant de grands dégâts sociaux. Les grands clivages linguistiques et culturels se sont greffés là-dessus. En Flandre, la richesse accumulée depuis les années soixante a donné lieu à l'émergence d'une classe dirigeante spécifique. Celle-ci s'est emparée des articulations culturelles pour mener une réforme de l'Etat où elle a obtenu l'autogestion du territoire économique flamand. La différence de langue est devenue un clivage culturel mais aussi un clivage des modes de gouvernance.

Quelles sont les grandes figures du populisme en Belgique ?

Il n'y a pas de figure populiste belge. Il y a très peu d'expression directe du peuple belge, les "belgicistes" ont du mal à trouver leur héros. Même la monarchie ne joue pas ce rôle, hormis Baudouin à sa mort. Ceux qui s'expriment au nom du peuple le font de manière communautaire. En Flandre, il y a le dirigeant principal du Vlaams Belang : Filip De Winter. Mais on retrouvait également un populisme de gauche chez Steve Stevaert (SP.a) avec l'expression d'un intérêt général sans aucune distinction. Dans le monde libéral, il y a Jean-Marie De Decker. Mais la campagne de Karel De Gucht contre le droit de vote des étrangers avait aussi de forts relents populistes. En francophonie, le courant Happart est populiste, marqué de chauvinisme culturel. Le populisme prend moins en Wallonie car la société est plus politisée, les clans sont plus clairs. Le peuple francophone n'existe pas, il n'y a pas de peuple wallon ni de peuple bruxellois comme il y a cette notion de peuple flamand. La communauté francophone ne présente pas les éléments d'une bonne base nationaliste permettant le développement de courants populistes.

Comment peut-on lutter efficacement contre le populisme ?

Question très difficile ! Actuellement, il y a une manipulation du champ social par la télévision. Le champ public est délimité par le champ médiatique. La difficulté est d'élargir le champ public en dehors des mass-médias, tout en étant visible. L'alternative n'existe pas tant qu'elle n'est pas visible, elle ne peut l'être que par le biais de la télévision et pour cela elle doit se soumettre à la tentation populiste. En réalité, on ne peut pas combattre le populisme dans les institutions. L'espoir est dans le fonctionnement des oppositions multiformes rhizomiques : des petites déconstructions, du travail de proximité, ... promues par d'autres types de médias comme internet. Les grands médias ne se rendent pas compte du double jeu de la population. D'une part elle accepte de se faire représenter par une télévision simpliste, mais d'autre part tout ce que la télévision ne met pas en valeur continue d'exister. Un travail de sape pourrait être fait en coordonnant et en soutenant différentes pratiques en attendant qu'elles émergent comme des alternatives possibles. La grande difficulté est de continuer à vivre en dehors des médias et de la représentation. Je ne suis pas pessimiste. Il y a des initiatives qui perdurent : la Zinneke parade, la journée sans voiture, ... qui ouvrent un champ aux activités non contrôlées.

Propos recueillis à Bruxelles, le 19 janvier 2007 par Florence Darville

Vouloir rapprocher l'élite politique et le peuple peut s'inscrire dans une perspective démocratique. Le problème, explique Olivier Paye, Professeur de sciences politiques aux Facultés universitaires Saint Louis, c'est que certains partis développent ce procédé d'une manière trompeuse pour la population.

Que signifie la notion de populisme ? Et quels sont ses dangers ?

En sciences politiques, il y a une discussion autour de la notion de populisme. Certains chercheurs l'utilisent, d'autres la rejettent. De façon générale, les idées populistes sont des idées qui sont réputées pouvoir bénéficier d'un soutien populaire significatif, mais en étant simplistes¹, et/ou immorales². On voit tout de suite en quoi la notion peut faire problème d'un point de vue scientifique : comment déterminer qu'une idée – et plus encore, un mouvement d'idées – est plus inadéquate que d'autres pour résoudre un problème donné. Il faut déjà un sérieux travail d'investigation pour arriver à un constat étayé en la matière. Et ce n'est pas tout : comment établir ce que sont, ou doivent être, les valeurs communes d'une société ? Bref, la qualification de populiste ne peut être attribuée valablement, d'un point de vue scientifique, qu'après un travail long et minutieux d'investigation. Un tel usage rigoureux de la notion tranche avec la façon dont on a tendance à l'utiliser dans le langage courant. Il me semble en effet que l'on a de plus en plus tendance à user du qualificatif populiste pour qualifier de manière réflexive et spontanée des idées qui ne nous plaisaient pas, qu'elles soient de gauche ou de droite. Si l'on fait un inventaire des usages que ce terme a charriés sur les dix dernières années, on y trouvera un ensemble d'idées, de partis et de personnalités politiques très hétérogène, regroupés uniquement justement parce qu'ils ont été qualifiés de populistes. J'appelle donc à la prudence quant à l'utilisation de ce terme.

Le populisme est souvent qualifié de symptôme. De quelles "maladies" ?

Un des problèmes de nos régimes politiques actuels est que les élus doivent fonctionner dans le cadre d'une société qui s'est fortement complexifiée, ce qui se reflète sur la nature des réponses à apporter aux problèmes qui s'y posent. Or, à intervalles réguliers, du fait de la démocratie représentative, les élus doivent rendre des comptes, donner des perspectives sur l'orientation de leurs actions futures, et demander le soutien d'une population qui reste très largement en dehors d'une compréhension fine de l'ensemble des problèmes sociétaux. C'est dans cette brèche que se sont engagées des personnes qui se veulent porteuses d'idées plus proches de celles que peuvent avoir les "gens ordinaires". Cette volonté de rapprochement de l'élite politique et du peuple s'inscrit donc a priori dans une perspective démocratique. Le problème vient du fait que ces idées peuvent être trompeuses pour la population et l'abuser quant à leurs possibilités réelles de résoudre les problèmes posés ou quant aux autres conséquences sociales qu'elles peuvent engendrer.

1. Elles n'apportent pas de solutions ou de solutions adéquates aux problèmes qu'elles entendent résoudre.
2. Elles ne se basent pas sur les valeurs communes que l'on estime être celles sur lesquelles se fonde une société.

Articulations

De tels discours sont souvent tenus par des partis qui se situent aux extrêmes, de droite ou de gauche : le Vlaams Belang, le Front National, le PTB...

Les campagnes électorales sont de plus en plus semblables aux campagnes publicitaires. Quelle en est la cause, quels en sont les dangers ?

Il y a naturellement une multitude de causes. J'ai déjà évoqué l'écart entre la compréhension des enjeux politiques par l'électeur et la complexité des problèmes sociétaux auxquels ces enjeux correspondent, ce qui implique une simplification forte de la façon dont les représentants politiques communiquent leurs messages à l'égard des électeurs. Il faut aussi citer la tendance grandissante des électeurs à ne plus faire confiance à un même parti, de façon durable, d'élections en élections. Cette tendance peut être mise en lien avec une montée du niveau d'instruction de la population³, couplée à un mouvement général d'individualisation⁴. A ce mouvement correspond la tendance, dont j'ai aussi déjà parlé, à l'individualisation des choix électoraux : on vote davantage pour des personnes que pour des partis. Il découle de tout cela une nécessité plus grande pour les représentants politiques de se démarquer les uns des autres et de le faire à la fois de manière suffisamment simple et convaincante pour devenir le "maître d'achat" d'un nombre significatif d'électeurs lors du prochain scrutin.

Ce sur quoi je voudrais insister ici, c'est sur le rôle particulier que tend à jouer la télévision à cet égard. Ayant pénétré aujourd'hui quasiment tous les foyers, elle est devenue le support par excellence qui permet aux représentants politiques de communiquer vis-à-vis de leurs électeurs potentiels. Or ce média est vecteur d'un type particulier de langage qui tend lui aussi à la simplification⁵ et à l'individualisation du message politique : ce sont bien des individus qui sont invités, et en nombre somme toute fort limité, par rapport au nombre total des élus et plus encore des candidats.

De plus, à la suite de l'ouverture de la télévision à la concurrence par la création de chaînes privées, les émissions télévisées, y compris les émissions politiques, sont pensées de façon à plaire au plus grand nombre, en tout cas à un nombre suffisant de téléspectateurs en termes d'audimat. Il en est découlé par exemple une certaine spectacularisation des émissions politiques : présentation dramatisante des enjeux, mise en confrontation des personnalités issues de partis différents, questions déstabilisantes voire agressives, etc. Ce mode particulier de communication contribue à faire émerger certains types de personnalités politiques qui arrivent à donner d'elles-mêmes une image médiatique positive. Mais cette image donne à l'électeur une représentation beaucoup plus floue des intentions politiques de la personne à laquelle elle est liée que l'opinion que l'électeur pourrait se faire de la lecture d'un programme politique en bonne et due forme, par exemple. Et la tendance récente à la "people-isation" du traitement des personnalités politiques par les mass-médias, la télévision en tête ne fait qu'accroître cette prépondérance d'une image personnelle comme fondement de la relation des représentants politiques avec leurs électeurs. Je pense ici aux prestations des invités politiques à l'émission "Vivement Dimanche" de Michel Drucker, et de manière plus générale aux questions de plus en plus personnelles ou sur la vie familiale que posent les journalistes aux acteurs politiques.

Des personnalités politiques trouvent là une nouvelle manière d'accroître leur popularité. Voyez la récente "Daerden mania" en Belgique. Ou

comment un homme politique, plutôt inscrit jusqu'alors dans une trajectoire technicienne⁶, voit son image transformée par quelques apparitions médiatiques dans un état apparemment second, plutôt joyeux. D'où une image revalorisée d'homme politique "bon enfant" et "sympathique", "proche des gens car leur ressemblant", image soigneusement entretenue et alimentée depuis par l'intéressé lui-même et ses conseillers⁷.

Le danger qu'il y a à construire une image des représentants politiques sur des façons de vivre personnelles, des traits généraux de caractère, des performances d'acteurs sur les plateaux télévisés, réside dans le fait d'accroître les risques de malentendus vis-à-vis des électeurs. Ne fondant plus leur appréciation de la qualité de leurs représentants, actuels ou potentiels, sur des prises de position politiques quelque peu élaborées, les électeurs risquent d'être surpris et déçus lorsqu'ils découvriront l'action politique de ceux pour qui ils ont voté. Et il n'est pas exclu qu'une telle déception pousse certains à se tourner alors vers des partis "anti-système".

Quoi qu'il en soit, une telle évolution de la communication politique nous rapproche de ce qui existe déjà depuis quelques décennies aux Etats-Unis. On la décrit parfois en terme de populisme. Mais une fois de plus, le terme me paraît trop englobant, vu qu'il s'agit d'une évolution structurelle du rapport entre la politique et les citoyens, qui touche tous les partis et les candidats aux élections.

Peut-on parler de populisme "de droite", "d'extrême droite", de populisme "du centre", de populisme "de gauche" ou "d'extrême gauche" ?

Oui, et je défends cette idée. Le continuum extrême gauche – extrême droite, basé sur un rapport différencié à l'égalité sociale, me semble toujours pertinent pour comparer les idées politiques entre elles. A n'utiliser que la catégorie de populisme, on met dans le même sac des pensées qui, sous bien des aspects, se différencient radicalement les uns des autres. Ainsi, si l'extrême droite et l'extrême gauche peuvent avoir sous l'angle du populisme des traits communs, leurs fins elles n'ont rien de commun. La grille droite-gauche mérite donc d'être conservée car elle permet de différencier plus finement les mouvements politiques entre eux, en s'attachant davantage à leurs finalités politiques et aux projets de société qui les sous-tendent.

Est-ce que l'emploi de la notion de populisme ne sert pas le jeu de l'extrême droite ?

Oui, tout à fait. Il y a un livre d'une collègue française, Annie Collovald, qui traite justement de ce sujet⁸. L'utilisation du qualificatif populiste à l'égard des mouvements d'extrême droite dilue complètement ce qui fait leurs spécificités. Cela contribue à la banalisation des idées d'extrême droite. Désigner les mouvements d'extrême droite sous l'étiquette de populistes, c'est présenter leurs idées sous l'angle du rapprochement avec le peuple, ce qui a priori n'a rien d'anti-démocratique comme je l'ai déjà dit. Mieux vaut donc continuer de désigner les mouvements d'extrême droite par des qualificatifs précis dépourvus de connotations positives : xénophobes, autoritaires, ... Cela permet de mieux cibler ce qui fait problème dans leurs idées, pour mieux canaliser les arguments qu'il y a à produire pour les combattre. Et des arguments visant à démontrer le caractère erroné de ces idées, il n'en manque pas.

Propos recueillis à Bruxelles, le 30 janvier 2007 par Florence Darville

3. Obligation scolaire jusqu'à 18 ans, nombre très important en Belgique, par rapport aux autres pays, de personnes diplômées de l'enseignement supérieur, etc.

4. Par exemple : au sens d'une autonomie plus grande vis-à-vis des traditions familiales.

5. Temps de parole limité, réponses courtes à des questions, etc.

6. Réviseur d'entreprise de profession, ministre du budget dans plusieurs gouvernements, etc.

7. cf. son site web, l'organisation de soirées dansantes privées, etc.

8. Annie Collovald, *Le "populisme du FN" un dangereux contresens*, édition du Croquant, Broissieux, 2004.